



NATIONS  
UNIES



## Convention-cadre sur les changements climatiques

Distr.  
GÉNÉRALE

FCCC/CP/2004/5  
14 octobre 2004

FRANÇAIS  
Original: ANGLAIS

### CONFÉRENCE DES PARTIES

Dixième session

Buenos Aires, 6-17 décembre 2004

Point 4 b) i) de l'ordre du jour provisoire  
Exécution des engagements et application  
des autres dispositions de la Convention  
Communications nationales  
Communications nationales des Parties visées  
à l'annexe I de la Convention

### **RÉSUMÉ ANALYTIQUE DES DONNÉES PRÉSENTÉES DANS LES INVENTAIRES NATIONAUX DE GAZ À EFFET DE SERRE DES PARTIES VISÉES À L'ANNEXE I DE LA CONVENTION POUR LA PÉRIODE 1990-2002 ET ÉTAT DE LA SITUATION EN CE QUI CONCERNE LA NOTIFICATION DES INVENTAIRES**

**Note du secrétariat\***

#### *Résumé*

La qualité des inventaires de gaz à effet de serre (GES) communiqués par les Parties visées à l'annexe I de la Convention (Parties visées à l'annexe I) s'est encore améliorée en 2004, et les délais de présentation sont de mieux en mieux respectés. À deux exceptions près, toutes les Parties visées à l'annexe I ont soumis un inventaire en 2004 et seules quelques-unes l'ont fait tardivement et/ou en omettant certaines données. Au total, entre 1990 et 2002, les émissions globales de GES de l'ensemble des Parties visées à l'annexe I ont diminué de 6,3 %, celles des Parties en transition visées à l'annexe I reculant de 40 % et celles des autres Parties visées à l'annexe I augmentant de 8,4 %. La Conférence des Parties et ses organes subsidiaires voudront peut-être examiner les informations figurant dans le présent document et donner des directives aux Parties et au secrétariat.

\* Le présent document est distribué à une date plus tardive que celle qui avait été initialement envisagée car l'application de toutes les procédures de contrôle de la qualité mises en place aux fins du traitement des données d'inventaire communiquées a pris plus de temps que prévu.

## TABLE DES MATIÈRES

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. INTRODUCTION .....	1 – 4	3
A. Mandat .....	1	3
B. Objet de la présente note.....	2 – 3	3
C. Mesures que pourraient prendre la Conférence des Parties et l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique	4	3
II. ÉTAT DE LA SITUATION EN CE QUI CONCERNE LA NOTIFICATION DES INVENTAIRES .....	5 – 8	4
III. AMÉLIORATION DE LA QUALITÉ DES INVENTAIRES .....	9 – 11	7
IV. NOUVEAUX CALCULS .....	12 – 13	8
V. APERÇU DE L'ÉVOLUTION DES ÉMISSIONS ET DE LEURS SOURCES.....	14 – 18	9

## I. INTRODUCTION

### A. Mandat

1. La Conférence des Parties, par ses décisions 9/CP.2, 3/CP.5 et 18/CP.8, a prié les Parties visées à l'annexe I de la Convention (Parties visées à l'annexe I) de soumettre chaque année, le 15 avril au plus tard, les données de leur inventaire national sur les émissions par les sources et les absorptions par les puits. Dans la décision 19/CP.8, le secrétariat a été prié d'établir un rapport annuel sur les données des inventaires de gaz à effet de serre (GES) communiquées par les Parties visées à l'annexe I pour examen par l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique (SBSTA) et par la Conférence des Parties<sup>1</sup>.

### B. Objet de la présente note

2. Le secrétariat présente ici les dernières données disponibles sur les émissions et les absorptions de GES de 40 Parties visées à l'annexe I pour la période 1990-2002, y compris les corrections apportées aux estimations précédemment fournies<sup>2</sup>. Il présente aussi l'état de la situation en ce qui concerne la notification des inventaires annuels des émissions de GES, en insistant sur le respect des délais et l'exhaustivité des données communiquées.

3. Les informations fournies sur ce dernier point au chapitre II reposent sur les rapports reçus au 6 octobre 2004, date d'achèvement de la rédaction du présent document. En raison de la complexité des procédures – importation des données, contrôle de leur cohérence, consultations avec les Parties et réimportation des données – et de la nécessité de veiller à la qualité des informations soumises à la Conférence des Parties<sup>3</sup>, seules les données reçues au 30 juin 2004 ont pu être prises en compte aux chapitres IV et V. Pour les besoins de l'analyse, lorsque des données n'étaient pas disponibles, le secrétariat a repris les dernières données communiquées. L'évolution mise en évidence au chapitre V doit donc être considérée comme préliminaire.

### C. Mesures que pourraient prendre la Conférence des Parties et l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique

4. La Conférence des Parties et le SBSTA voudront peut-être prendre note des informations figurant dans le présent document et donner des directives aux Parties et au secrétariat, le cas échéant.

---

<sup>1</sup> Pour le texte intégral des «Directives pour l'examen technique des inventaires de gaz à effet de serre des Parties visées à l'annexe I de la Convention», adoptées en application de la décision 19/CP.8, voir le document FCCC/CP/2002/8.

<sup>2</sup> Des données plus détaillées, complétant le présent document, seront diffusées sur le site Web du secrétariat (FCCC/WEB/2004/3) avant la dixième session de la Conférence des Parties.

<sup>3</sup> Les dernières données d'inventaire communiquées par la Communauté européenne, le Japon (version 2), la Norvège (version 3), la Pologne (version 1) et la Slovaquie (version 3) ne sont pas prises en compte dans les tableaux et figures des chapitres IV et V car elles ont été reçues après le 30 juin 2004.

## II. ÉTAT DE LA SITUATION EN CE QUI CONCERNE LA NOTIFICATION DES INVENTAIRES

5. Dans les directives FCCC pour la notification des inventaires annuels, il est demandé aux Parties visées à l'annexe I de soumettre un rapport national d'inventaire (NIR) et les tableaux du cadre commun de présentation (CRF), couvrant les données de l'année de référence jusqu'à l'avant-dernière année précédant l'année de soumission<sup>4</sup>. Comme il ressort du tableau 1, en 2004, 38 Parties visées à l'annexe I ont soumis un inventaire annuel ainsi que, pour 36 d'entre elles, un NIR. Au moment de la rédaction du présent document, seules deux Parties (la Fédération de Russie et le Liechtenstein) n'avaient pas communiqué leur inventaire national de GES. Vingt-six Parties ont fait parvenir leur inventaire en temps voulu, c'est-à-dire pour le 15 avril, et 26 ont présenté des tableaux du CRF complets pour toutes les années.

6. Dans le cadre de l'examen des inventaires annuels soumis par les Parties, le secrétariat a contrôlé la cohérence des données figurant dans les tableaux du CRF et signalé aux Parties concernées d'éventuelles anomalies en respectant le délai imparti dans la décision 19/CP.8. À la suite de cette procédure, 23 Parties ont corrigé les anomalies signalées et soumis une version révisée de leur inventaire.

**Tableau 1. Inventaires de gaz à effet de serre présentés en 2004 par les Parties visées à l'annexe I: date de présentation et exhaustivité**

Partie	Date <sup>a</sup>	Documents soumis <sup>b</sup>	Années <sup>c</sup>	NIR
Allemagne	30 avril	CRF	1990–2002	✓
Australie	15 avril	CRF	1990–2002	✓
Autriche	15 avril	CRF	1990–2002	✓
Bélarus	31 mars	CRF	2002	✓
Belgique	15 avril	CRF	1990–2002	✓
Bulgarie	25 mai	CRF	2002	✓
Canada	15 avril	CRF	1990–2002	✓
Communauté européenne	7 mai	CRF	1990–2002	✓
Croatie	15 avril	CRF	1990–2002	✓
Danemark	15 avril	CRF	1990–2002	✓
Espagne	15 avril	CRF	1990–2002	✓
Estonie	15 avril	CRF	2002	✓
États-Unis d'Amérique	12 avril	CRF	1990–2002	✓
Fédération de Russie	–	–	–	–
Finlande	1 <sup>er</sup> avril	CRF	1990–2002	✓
France	26 mars	CRF	1990–2002	✓

<sup>4</sup> Pour le texte intégral des «Directives pour l'établissement des communications nationales des Parties visées à l'annexe I de la Convention, première partie: directives FCCC pour la notification des inventaires annuels», y compris les tableaux du CRF, voir le document FCCC/CP/2002/8.

Partie	Date <sup>a</sup>	Documents soumis <sup>b</sup>	Années <sup>c</sup>	NIR
Grèce	7 avril	CRF	1990–2002	✓
Hongrie	13 mai	CRF	2002	✓
Irlande	26 avril	CRF	1990–2002	✓
Islande	25 juin	CRF	1990–2002	✓
Italie	15 avril	CRF	1990–2002	✓
Japon	24 mai	CRF	1990–2002	✓
Lettonie	15 avril	CRF	1990–2002	✓
Liechtenstein	–	–	–	–
Lituanie	14 avril	CRF	1990, 1998, 2001–2002	✓
Luxembourg	28 mai	CRF	1998, 2000, 2002	✓
Monaco	23 avril	CRF	2002	✓
Norvège	15 avril	CRF	1990, 1998–2002	✓
Nouvelle-Zélande	15 avril	CRF	1990–2002	✓
Pays-Bas	1 <sup>er</sup> avril	CRF	1990–2002	✓
Pologne	6 octobre	CRF	2002	–
Portugal	14 avril	CRF	1990–2002	✓
République tchèque	14 avril	CRF	1992, 2002	✓
Roumanie	14 mai	CRF	1989, 1990–2002	✓
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	15 avril	CRF	1990–2002	✓
Slovaquie	14 avril	CRF	2001–2002	✓
Slovénie	15 avril	CRF	1986, 1990–2002	✓
Suède	16 avril	CRF	1990–2002	✓
Suisse	14 avril	CRF	1990–2002	✓
Ukraine	20 février	CRF	2001–2002	✓

<sup>a</sup> Les inventaires doivent être présentés chaque année le 15 avril au plus tard. Dans certains cas, les seuls documents reçus à la date indiquée dans cette colonne sont les tableaux du CRF, le NIR ayant été soumis ultérieurement.

<sup>b</sup> La mention CRF indique que, pour chaque année pour laquelle la Partie a communiqué un inventaire, la plupart des tableaux du CRF ont été fournis. Pour plus de détails sur les différents tableaux du CRF qui ont été soumis et sur l'exhaustivité des données communiquées, voir les rapports préliminaires sur les inventaires reçus en 2004 qui peuvent être consultés sur le site Web du secrétariat à l'adresse suivante: [http://unfccc.int/national\\_reports/annex\\_i\\_ghg\\_inventories/inventory\\_review\\_reports/items/2994.php](http://unfccc.int/national_reports/annex_i_ghg_inventories/inventory_review_reports/items/2994.php).

<sup>c</sup> Les années indiquées dans cette colonne sont celles pour lesquelles les tableaux du CRF ont été présentés. Parmi les Parties qui n'ont pas communiqué ces tableaux pour toutes les années, les suivantes ont fourni des informations pour toutes les années à partir de l'année de référence dans les tableaux retraçant l'évolution des émissions: Bélarus, Bulgarie, Estonie, Hongrie, Monaco, Norvège, Pologne et Slovaquie. La République tchèque a fait de même, sauf pour 1991, 1993 et 1995.

**Tableau 2. Informations sur les inventaires de gaz à effet de serre communiqués par les Parties visées à l'annexe I en application de la décision 3/CP.5<sup>a</sup> depuis son adoption<sup>b</sup>**

Partie	2000		2001		2002		2003		2004	
	CRF	NIR	CRF	NIR	CRF	NIR	CRF	NIR	CRF	NIR
Allemagne	<sup>c</sup>	✓	✓		<sup>c</sup>		✓	✓	✓	✓
Australie	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Autriche	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Bélarus					✓	✓	✓	✓	✓	✓
Belgique	✓		✓		✓	✓	✓	✓	✓	✓
Bulgarie	✓		✓	✓			✓	✓	✓	✓
Canada	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Communauté européenne	✓	✓	<sup>c</sup>	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Croatie							✓	✓	✓	✓
Danemark	<sup>c</sup>	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Espagne	✓		✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Estonie	<sup>c</sup>		✓		✓		✓		✓	✓
Etats-Unis	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Fédération de Russie	<sup>c</sup>				<sup>c</sup>					
Finlande	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
France	<sup>c</sup>	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Grèce	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓		✓	✓
Hongrie	✓		✓		✓	✓	✓	✓	✓	✓
Irlande	✓		✓		✓	✓	✓	✓	✓	✓
Islande	<sup>c</sup>		✓		✓		✓		✓	✓
Italie	✓		✓		✓		✓	✓	✓	✓
Japon	✓		✓		✓		✓	✓	✓	✓
Lettonie	✓		✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Liechtenstein										
Lituanie	✓								✓	✓
Luxembourg			✓		✓		✓		✓	
Monaco	<sup>c</sup>		<sup>c</sup>		<sup>c</sup>	✓	✓		✓	✓
Norvège	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Nouvelle-Zélande	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Pays-Bas	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Pologne	<sup>c</sup>		<sup>c</sup>		✓		✓	✓	✓	
Portugal	<sup>c</sup>	✓	✓		✓		✓	✓	✓	✓
République tchèque	✓		✓		✓	✓	✓	✓	✓	✓
Roumanie					✓	✓	✓	✓	✓	✓
Royaume-Uni	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Slovaquie	✓		✓	✓	✓		✓	✓	✓	✓
Slovénie							<sup>c</sup>	✓	✓	✓
Suède	✓		✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Suisse	✓		✓		✓		✓		✓	✓
Ukraine									✓	✓
Nombre total de CRF et de NIR soumis	24	15	29	18	31	23	35	30	38	36

<sup>a</sup> Avec la décision 3/CP.5 ont été adoptées les «Directives pour l'établissement des communications nationales des Parties visées à l'annexe I de la Convention, première partie: directives FCCC pour la notification des inventaires annuels», invitant les Parties visées à l'annexe I à soumettre aux fins de la notification de leur inventaire annuel de GES un NIR et un CRF.

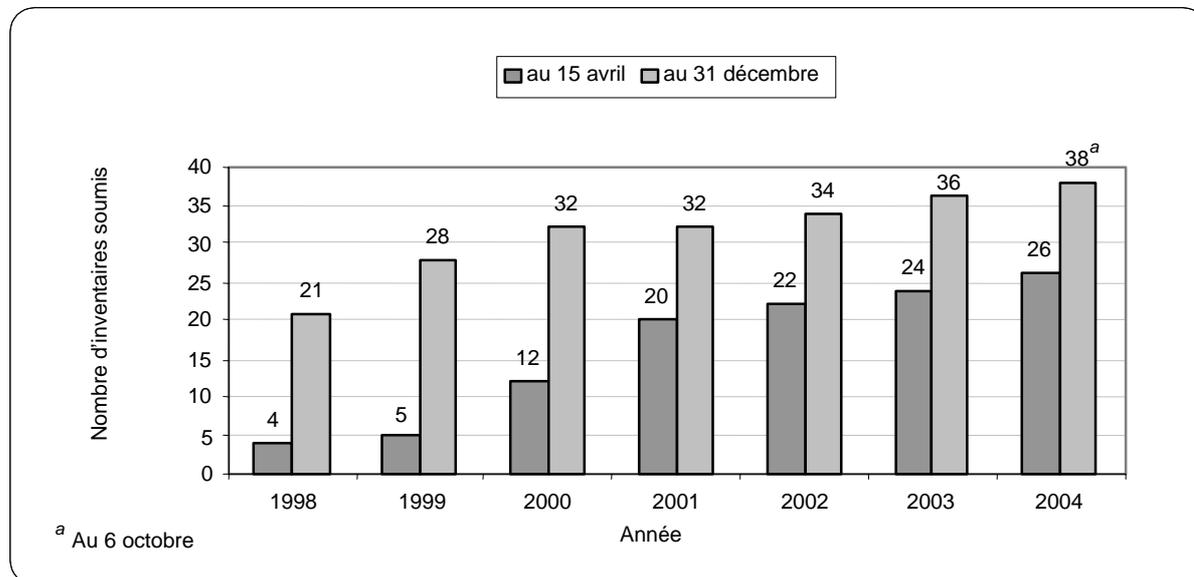
<sup>b</sup> Lorsque les tableaux du CRF et le NIR ont été reçus dans les délais (le 15 avril ou avant), les cases correspondantes sont en grisé.

<sup>c</sup> Tableaux dans lesquels les informations sur l'inventaire annuel sont présentées sous une forme différente de celle prévue dans le CRF.

7. Les tableaux 1 et 2 et la figure 1 montrent que, depuis l'entrée en vigueur de la décision 3/CP.5 en 2000, le nombre d'inventaires annuels présentés selon les directives FCCC pour la notification des inventaires annuels a augmenté régulièrement et sensiblement (le nombre de Parties qui ont soumis un CRF est passé de 24 en 2000 à 38 en 2004 et le nombre de celles qui ont soumis un NIR, de 15 à 36), que les délais sont de mieux en mieux respectés (le nombre de Parties qui ont soumis leur inventaire dans les délais est passé de 12 à 26) et que ces inventaires sont de plus en plus exhaustifs (le nombre de Parties qui ont soumis des informations pour toutes les années de la série chronologique est passé de 19 à 34). Le nombre de Parties qui n'ont pas fourni d'estimations pour l'année de référence dans leur inventaire annuel de GES est tombé de 19 à 4 (Fédération de Russie, Liechtenstein, Luxembourg et Ukraine).

8. Quelques Parties ont encore un peu de mal à présenter leurs inventaires annuels conformément aux directives. Depuis 2000, deux seulement (la Fédération de Russie et le Liechtenstein) n'ont pas présenté leur inventaire annuel de GES suivant la décision 3/CP.5. Sur les 38 Parties qui ont soumis leur inventaire en 2004, trois (l'Islande, le Luxembourg et la Pologne) ont communiqué leur CRF avec plus de six semaines de retard et 11 (la Communauté européenne, l'Estonie, la Hongrie, l'Islande, l'Italie, le Japon, la Lituanie, Monaco, le Portugal, la Slovaquie et la Slovénie) ont également tardé à soumettre leur NIR. En outre, au moment de la rédaction du présent document, deux Parties qui avaient soumis leur CRF (le Luxembourg et la Pologne) n'avaient pas encore fait parvenir leur NIR. Quelques Parties n'ont fourni dans leur inventaire aucune information pour un certain nombre d'années de la série temporelle (Lituanie, Luxembourg, République tchèque et Ukraine).

**Figure 1. Réception des inventaires de GES soumis par les Parties visées à l'annexe I, 1998-2004**



### III. AMÉLIORATION DE LA QUALITÉ DES INVENTAIRES

9. Depuis que le processus d'examen technique annuel a débuté en 2001, la qualité des inventaires présentés par les Parties visées à l'annexe I s'est sensiblement améliorée, comme en témoignent le caractère de plus en plus exhaustif de ces documents, que l'on considère les explications fournies à l'appui des estimations ou le nombre d'années pour lesquelles

des estimations sont communiquées, ainsi que la résolution d'un grand nombre des problèmes signalés dans les rapports établis à l'issue de l'examen des inventaires de chaque Partie depuis 2001<sup>5</sup>.

10. Désormais presque toutes les Parties visées à l'annexe I soumettent un NIR avec les tableaux du CRF. Ces NIR, dans lesquels sont présentés les méthodes, coefficients d'émission et données d'activité utilisés pour établir les estimations des émissions, ont contribué à accroître sensiblement la transparence des inventaires nationaux. Actuellement toutes les Parties prennent des mesures en vue de mettre en application les dispositions du rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) intitulé *Guide des bonnes pratiques et gestion des incertitudes dans les inventaires nationaux de gaz à effet de serre* (guide des bonnes pratiques du GIEC), et notamment d'analyser les sources principales, d'organiser l'assurance et le contrôle de la qualité et de recourir de plus en plus à des méthodes de niveau supérieur pour l'analyse des sources principales et à des données propres au pays.

11. Dans l'ensemble, ce sont les Parties dont les inventaires ont été examinés plus tôt et/ou plus souvent qui ont fait le plus de progrès car elles ont eu davantage de temps pour mettre en œuvre les recommandations des équipes d'examen. De nombreuses Parties ont tout de même réussi à améliorer sensiblement leur inventaire d'une année à l'autre en tirant parti des résultats de l'examen d'un seul inventaire. Il n'en reste pas moins que des efforts accrus seront nécessaires pour appliquer pleinement les dispositions du guide des bonnes pratiques du GIEC et communiquer toutes les informations requises au titre de la Convention et en particulier du Protocole de Kyoto.

#### IV. NOUVEAUX CALCULS

12. En général les nouveaux calculs témoignent des efforts déployés par les Parties pour, lorsqu'il y a lieu, améliorer la qualité des estimations antérieures. En 2004, sur les 35 Parties qui ont fourni dans leur inventaire des estimations pour l'année de référence, 22 ont communiqué des estimations révisées. Le fait de disposer de données d'activité et de coefficients d'émission révisés est le motif qui a été le plus souvent cité pour expliquer la correction des estimations. Dans un certain nombre de cas, des changements de méthode ont également été signalés mais ceux-ci n'ont conduit à recalculer les données que pour quelques catégories de sources. Selon les Parties, les corrections apportées aux estimations ont varié de -13,3 % à +13,5 % pour le dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>), de -32,5 % à +56,4 % pour le méthane (CH<sub>4</sub>) et de -23 % à +177,8 % pour l'oxyde nitreux (N<sub>2</sub>O). Mais les valeurs moyennes obtenues pour l'ensemble des Parties qui ont recalculé certaines de leurs estimations sont beaucoup plus faibles: 0,68 % pour le CO<sub>2</sub>, 0,73 % pour le CH<sub>4</sub> et 5,68 % pour le N<sub>2</sub>O. Les données communiquées au sujet des hydrofluorocarbones (HFC), des hydrocarbures perfluorés (PFC) et de l'hexafluorure de soufre (SF<sub>6</sub>) étant désormais plus complètes, les Parties ont été amenées à réviser à la hausse (> 100 %) leurs estimations antérieures concernant ces gaz. Il convient toutefois de noter que dans le cas de quatre Parties, les valeurs recalculées pour les HFC et les PFC sont inférieures à celles

---

<sup>5</sup> Les rapports d'examen de différents inventaires annuels de GES soumis par les Parties visées à l'annexe I depuis 2000 peuvent être consultés sur le site Web du secrétariat à l'adresse suivante: [http://unfccc.int/national\\_reports/annex\\_i\\_ghg\\_inventories/inventory\\_review\\_reports/items/2767.php](http://unfccc.int/national_reports/annex_i_ghg_inventories/inventory_review_reports/items/2767.php).

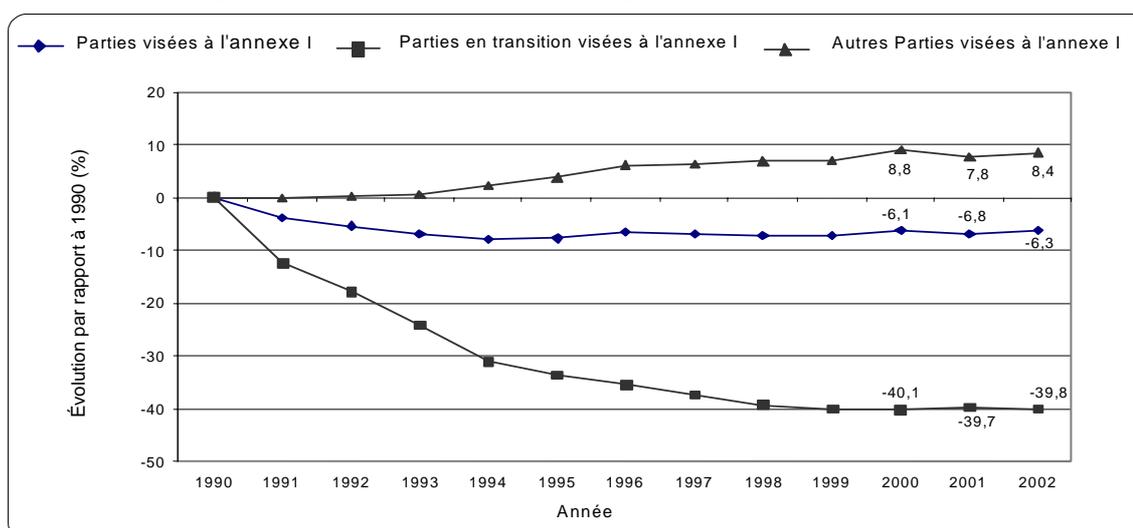
qui avaient été initialement notifiées. Pour l'ensemble des émissions de GES, les corrections se sont situées dans une fourchette de -5,8 % à +3,5 % (de -9,2 % à +16,9 % si l'on tient compte du secteur du changement d'affectation des terres et de la foresterie (CATF)), mais pour 24 des 35 Parties la fourchette de correction a été de  $\pm 2$  %.

13. Dans certains cas, les Parties n'ont pas consigné dans les tableaux du CRF les valeurs recalculées tandis que, dans d'autres, les valeurs recalculées qu'elles ont notifiées ne correspondaient pas à celles calculées par le secrétariat. Chaque fois que des omissions ou des anomalies ont été décelées, elles ont été mises en évidence dans les rapports de synthèse et d'évaluation établis pour examen par les Parties et, s'il y a lieu, par les équipes d'experts chargées de procéder aux examens techniques individuels des inventaires des Parties. Après une analyse approfondie, tout problème concernant les calculs ou la notification des données recalculées sera signalé dans le rapport d'examen de l'inventaire de la Partie concernée, qui est affiché sur le site Web du secrétariat. Étant donné que l'analyse des données recalculées ne s'achève qu'à la fin du cycle annuel d'examen, les informations présentées au paragraphe 12 doivent être considérées comme préliminaires.

## V. APERÇU DE L'ÉVOLUTION DES ÉMISSIONS ET DE LEURS SOURCES

14. Si l'on considère l'ensemble des Parties visées à l'annexe I, les émissions globales de GES ont diminué au total de 6,3 % au cours de la période allant de 1990 à 2002 (fig. 2). Pour les 14 Parties en transition prises globalement, et même si sept d'entre elles ont fait état d'une augmentation des émissions de CO<sub>2</sub> en 2001 et 2002, la baisse atteint presque 40 %. Les émissions de l'ensemble des autres Parties visées à l'annexe I se sont accrues de 8,4 %. Ces estimations globales ont été établies à partir des données fournies par les 37 Parties qui ont présenté un inventaire en 2004 et, pour les Parties qui n'ont pas communiqué les données de 2002, à partir des données tirées des derniers inventaires ou des dernières communications nationales reçus.

Figure 2. Évolution des émissions globales de GES, 1990–2002



*Note:* Les lacunes dues au fait que certaines Parties visées à l'annexe I n'ont pas communiqué toutes les informations voulues ont été comblées par simple interpolation ou au moyen des dernières données disponibles. Les valeurs indiquées doivent donc être considérées comme préliminaires, mais cela ne modifie pas l'évolution constatée.

15. Le tableau 3 montre l'augmentation ou la diminution relative des émissions gaz par gaz au cours de la période allant de 1990 à 2002. Les figures 3 et 4 montrent l'évolution des émissions pour différentes Parties visées à l'annexe I et les figures 5 et 6 l'évolution des émissions de gaz à effet de serre des Parties visées à l'annexe I, par secteur. Comme il ressort des figures 3 et 4 et du tableau 4, pour un certain nombre de Parties, les émissions globales de GES ont au total augmenté au cours de la période allant de 1990 à 2002. Les tableaux 5 à 8 présentent l'évolution des émissions globales de GES et des émissions de différents gaz.

16. La figure 5 montre l'évolution des émissions globales de GES par secteur pour l'ensemble des Parties visées à l'annexe I. Les émissions dues aux transports et celles dues aux transports aériens internationaux ont sensiblement augmenté (21 et 45 % respectivement). Les émissions provenant des combustibles de soute utilisés dans les transports maritimes internationaux sont revenues au niveau de 1990 en raison surtout du fort recul (52 %) de ce type d'émissions aux États-Unis d'Amérique depuis 1998. Les émissions résultant de la production d'énergie se sont accrues au cours de la période en dépit de la contraction importante enregistrée dans ce secteur par les Parties en transition au début des années 90. La baisse de 32 % des émissions fugaces de combustibles pour les Parties visées à l'annexe I est en partie attribuable aussi aux Parties en transition, surtout à la Fédération de Russie. Les émissions imputables à l'agriculture, aux déchets et aux procédés industriels ont généralement diminué au cours de la période considérée mais à un rythme plus lent.

17. La figure 6 montre l'évolution des émissions de HFC, PFC et SF<sub>6</sub> pour l'ensemble des Parties visées à l'annexe I. Comme il ressort de cette figure et du tableau 8, les émissions globales de ces gaz ont évolué différemment selon les Parties, à l'exception des émissions de HFC, qui, au cours de la période considérée, ont augmenté presque partout. Les émissions de HFC se sont accrues de plus de 140 % entre 1990 et 2002, les émissions de PFC ont chuté de 61 % et les émissions de SF<sub>6</sub> ont diminué de 29 % bien que moins de la moitié des Parties aient signalé une baisse de leurs émissions de ce gaz. Selon les données communiquées, les émissions globales de ces gaz exprimées en équivalent CO<sub>2</sub> représentaient à peine 1,7 % des émissions globales totales de GES des Parties visées à l'annexe I.

**Tableau 3. Variation, en pourcentage, des émissions de GES des Parties visées à l'annexe I, par gaz, 1990-2002**

	Diminution			Entre -1 % et +1 %	Augmentation		
	>10 %	5-10 %	1-5 %		1-5 %	5-10 %	>10 %
<b>GES (hors secteur CATF)</b>	BGR, BLR, CZE, DEU, EST, GBR, HRV, HUN, LTU, LUX, LVA, POL, ROM, RUS, SVK, UKR		CHE, EC, FRA, ISL, SWE	DNK, LIE, NLD, SVN	BEL	AUT, FIN, ITA, NOR	AUS, CAN, ESP, GRC, IRL, JPN, MCO, NZL, PRT, USA
<b>CO<sub>2</sub></b>	BGR, BLR, CZE, DEU, EST, HUN, LTU, LUX, LVA, POL, ROM, RUS, SVK, UKR	GBR, HRV	CHE, SWE	EC, LIE	DNK, FRA, SVN	BEL, ISL, ITA, NLD	AUS, AUT, CAN, ESP, FIN, GRC, IRL, JPN, MCO, NOR, NZL, PRT, USA
<b>CH<sub>4</sub></b>	AUT, BEL, BGR, CHE, CZE, DEU, EC, EST, FIN, FRA, GBR, HUN, JPN, LIE, LTU, LVA, NLD, POL, ROM, RUS, SVK, SWE	BLR, HRV, ITA, LUX, SVN, UKR, USA		AUS, PRT	DNK	IRL, NOR, NZL	CAN, ESP, GRC, ISL, MCO
<b>N<sub>2</sub>O</b>	AUT, BGR, BLR, CHE, CZE, DEU, EST, FIN, GBR, HRV, HUN, ISL, JPN, LIE, LTU, LVA, NLD, POL, ROM, RUS, SVK, SVN, UKR	EC, FRA, ITA, LUX, PRT	BEL, DNK, SWE	GRC, NOR	AUS, IRL, USA		CAN, ESP, NZL

HFC, PFC, SF <sub>6</sub>	Diminution			Augmentation		
	>30 %	1-30 %		1-30 %	31-100 %	>100 %
	BEL, HRV, ISL, NLD, NOR, ROM, SVK	AUS, CAN, GBR, NZL, SVN		AUT, DEU, EC, RUS	ESP, FRA, HUN, SWE, USA	CHE, DNK, FIN, GRC, IRL, ITA

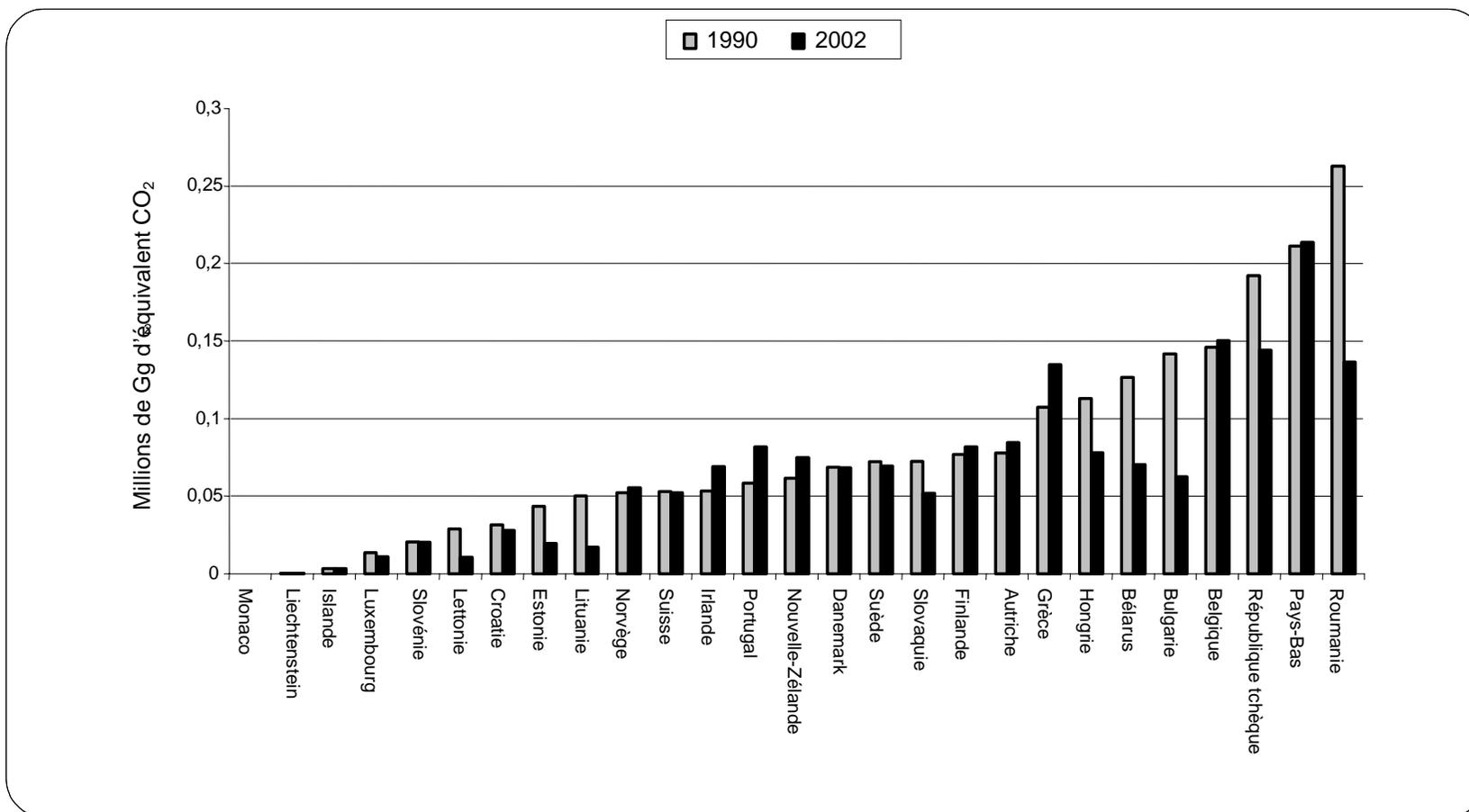
Émissions nettes de CO <sub>2</sub> du secteur CATF	Diminution			Augmentation	
	>50 %	15-50 %	1-14 %	10-50 %	>50 %
	AUS, CAN, CHE, GBR, GRC, LVA, PRT, RUS	AUT, FIN, USA	BEL, BLR, ITA, NLD	DNK, EST, HRV, JPN, LTU, NZL, ROM, SWE, UKR	BGR, CZE, DEU, EC, ESP, FRA, HUN, IRL, ISL, NOR, POL, SVK, SVN

*Note:* Variations par rapport à 2002 ou à l'année la plus récente pour laquelle des données sont disponibles (voir tableaux 4 à 8).

DEU (Allemagne), AUS (Australie), AUT (Autriche), BLR (Biélorus), BEL (Belgique), BGR (Bulgarie), CAN (Canada), EC (Communauté européenne), HRV (Croatie), DNK (Danemark), ESP (Espagne), EST (Estonie), USA (États-Unis d'Amérique), RUS (Fédération de Russie), FIN (Finlande), FRA (France), GRC (Grèce), HUN (Hongrie), IRL (Irlande), ISL (Islande), ITA (Italie), JPN (Japon), LVA (Lettonie), LIE (Liechtenstein), LTU (Lituanie), LUX (Luxembourg), MCO (Monaco), NOR (Norvège), NZL (Nouvelle-Zélande), NLD (Pays-Bas), POL (Pologne), PRT (Portugal), CZE (République tchèque), ROM (Roumanie), GBR (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord), SVK (Slovaquie), SVN (Slovénie), SWE (Suède), CHE (Suisse), UKR (Ukraine).

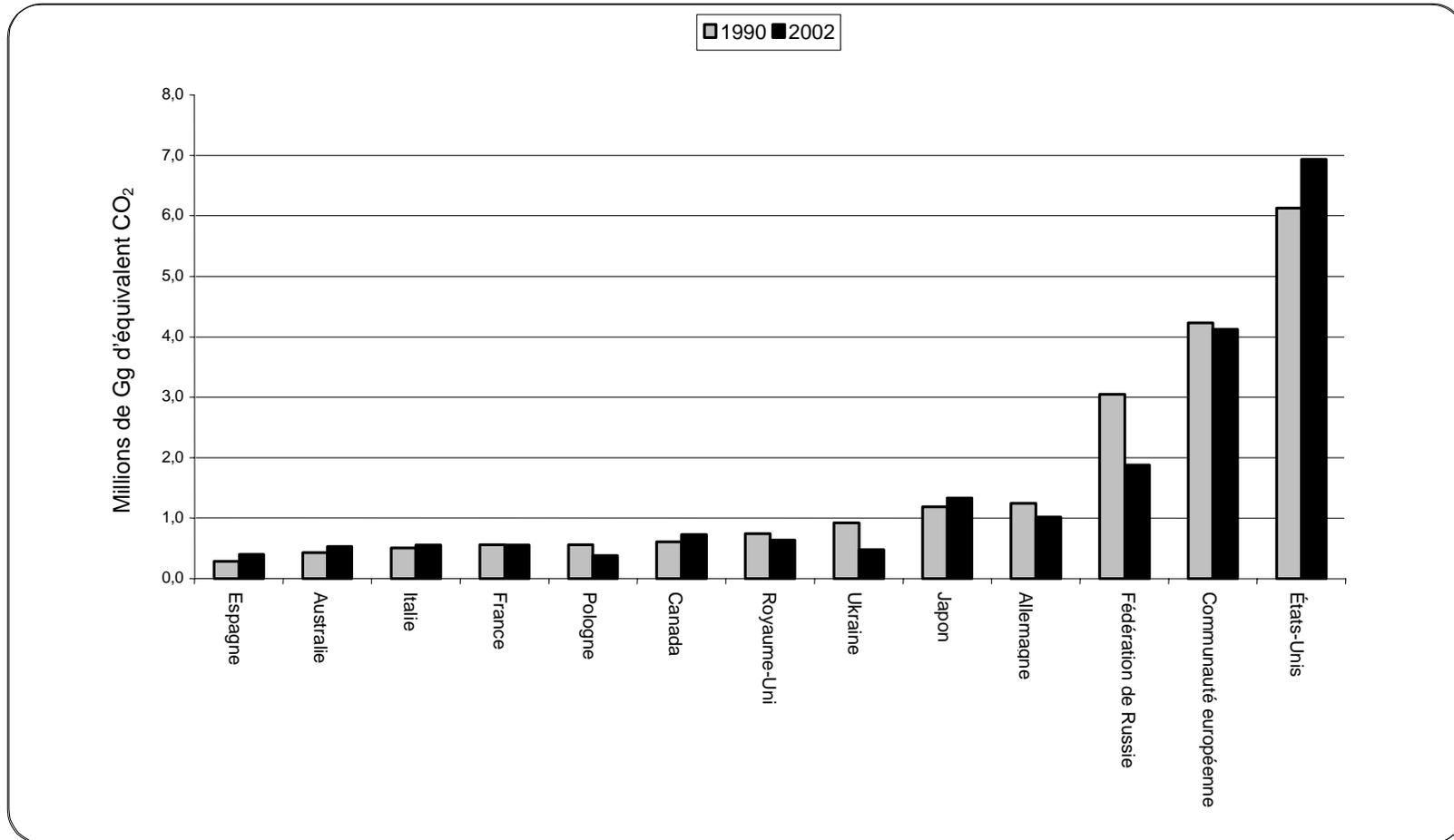
18. Le tableau 9 montre l'évolution des émissions et des absorptions dans le secteur CATF telle qu'elle ressort des données communiquées par les Parties visées à l'annexe I. L'évolution dans ce secteur diffère selon les Parties, 13 d'entre elles signalant une diminution des absorptions ou une augmentation des émissions de plus de 10 % au cours de la période considérée et 21, une augmentation des absorptions ou une diminution des émissions de plus de 10 %.

Figure 3 a. Total des émissions globales de GES de différentes Parties visées à l'annexe I, 1990 et 2002



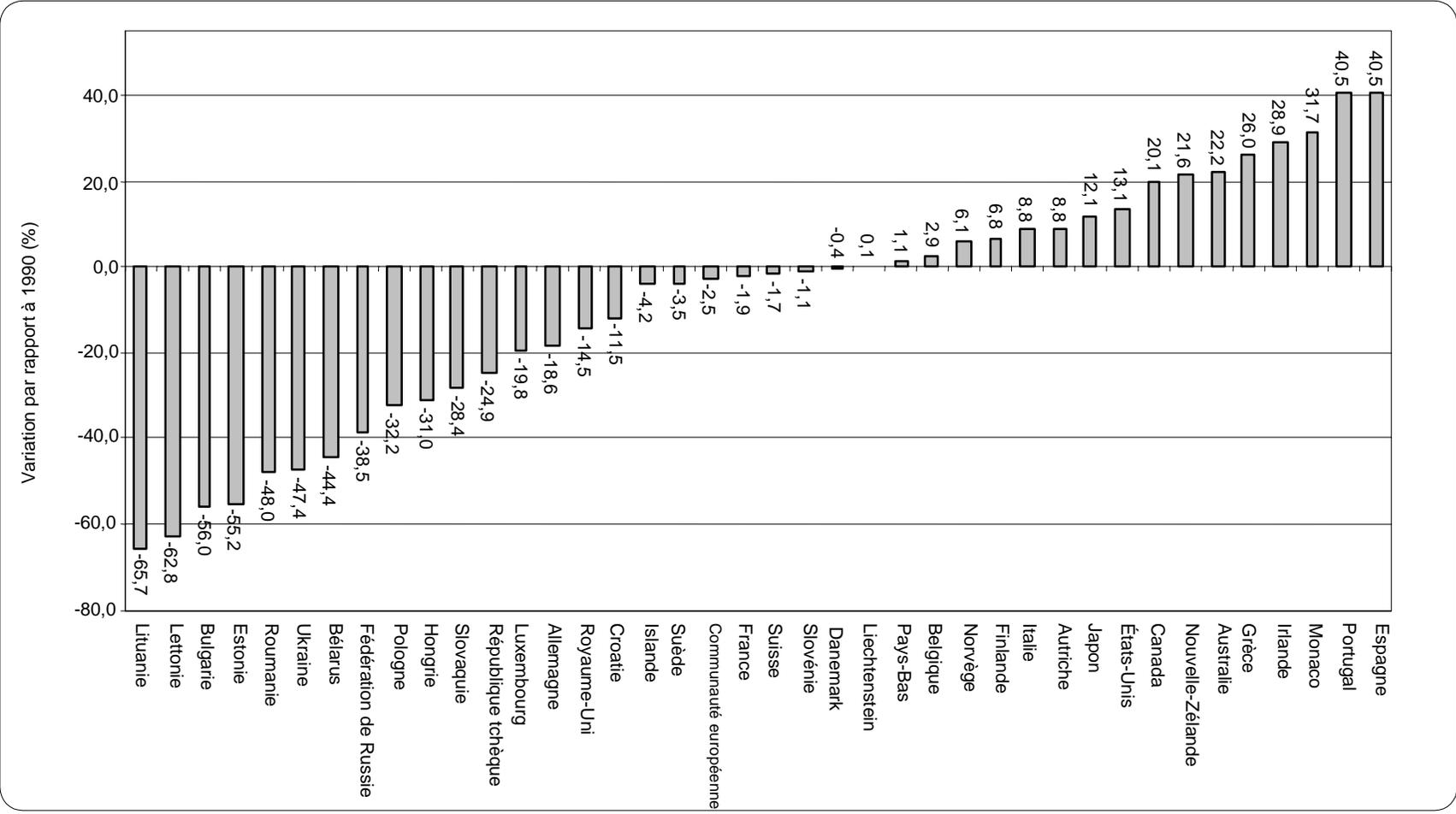
Note: Les valeurs indiquées pour 2002 sont soit celles de 2002 soit celles de l'année la plus récente pour laquelle des données étaient disponibles (voir le tableau 4).

Figure 3 b. Total des émissions globales de GES de différentes Parties visées à l'annexe I, 1990 et 2002



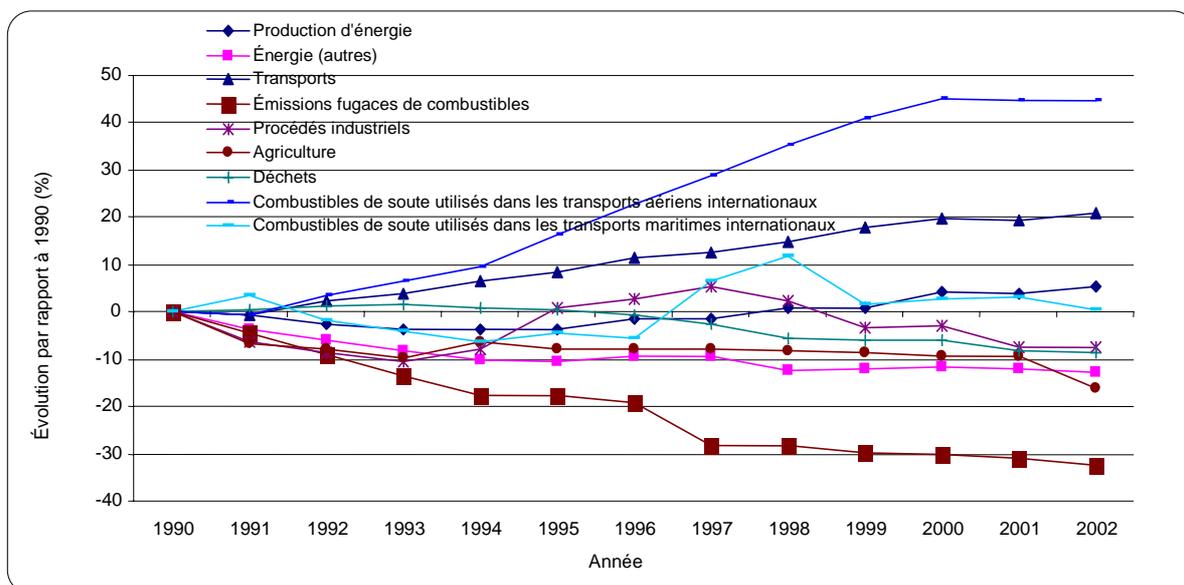
Note: Les valeurs indiquées pour 2002 sont soit les valeurs de 2002 soit celles de l'année la plus récente pour laquelle des données étaient disponibles (voir le tableau 4).

Figure 4. Variation du total des émissions globales de GES des différentes Parties visées à l'annexe I, 1990-2002



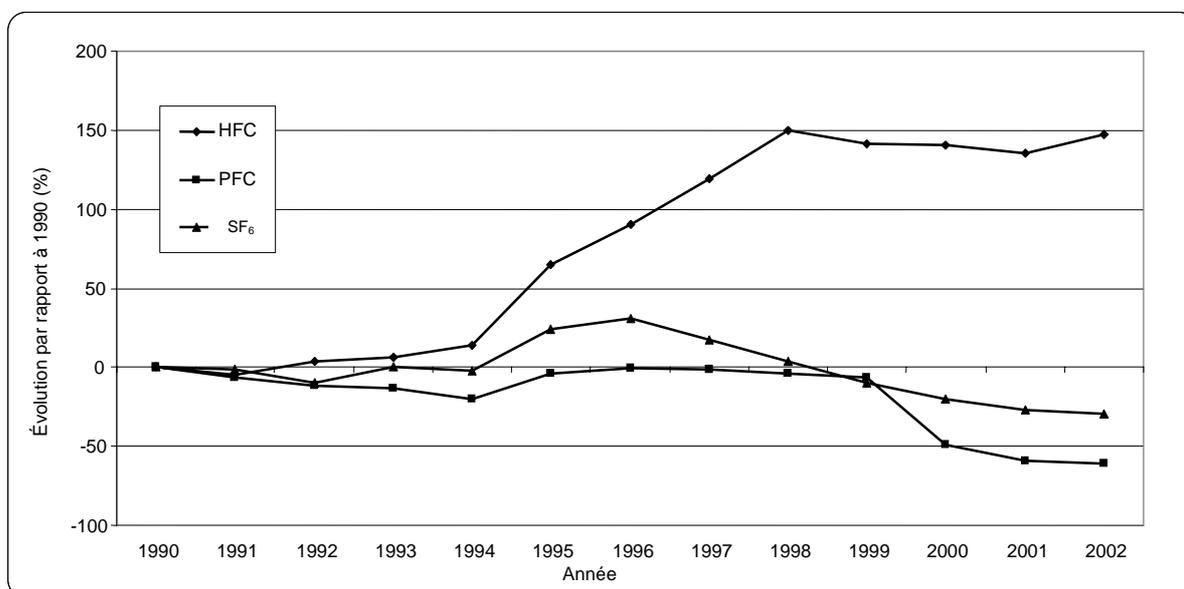
Note: Variation au cours de la période allant de 1990 à 2002 ou à l'année la plus récente pour laquelle des données étaient disponibles (voir le tableau 4).

**Figure 5. Évolution des émissions de GES des Parties visées à l'annexe I, par secteur, 1990-2002**



*Note:* Les lacunes, dues au fait que certaines des Parties visées à l'annexe I n'ont pas communiqué toutes les informations voulues, ont été comblées par simple interpolation ou au moyen des dernières données disponibles. Les valeurs indiquées doivent donc être considérées comme préliminaires mais cela ne modifie pas l'évolution constatée.

**Figure 6. Évolution des émissions d'hydrofluorocarbones (HFC), d'hydrocarbures perfluorés (PFC) et d'hexafluorure de soufre (SF<sub>6</sub>) des Parties visées à l'annexe I, 1990-2002 (secteur des procédés industriels)**



*Note:* Les lacunes, dues au fait que certaines Parties visées à l'annexe I n'ont pas communiqué toutes les informations voulues, ont été comblées par simple interpolation ou au moyen des dernières données disponibles. Les valeurs indiquées doivent donc être considérées comme préliminaires mais cela ne modifie pas l'évolution constatée.

**Tableau 4. Total des émissions anthropiques globales de CO<sub>2</sub>, CH<sub>4</sub>, N<sub>2</sub>O, HFC, PFC et SF<sub>6</sub>, abstraction faite des émissions/absorptions de CO<sub>2</sub> dans le secteur du changement d'affectation des terres et de la foresterie, 1990 et 1996-2002**

Parties	Gg d'équivalent CO <sub>2</sub>								Variation de 1990 à la dernière année pour laquelle des estimations ont été communiquées (%)
	1990	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	(%)
Allemagne	1 246 816	1 117 442	1 080 278	1 054 175	1 018 184	1 014 072	1 025 555	1 014 627	-19
Australie	430 513	460 343	471 768	492 069	502 791	512 946	520 117	526 042	22
Autriche	77 746	82 776	82 340	82 000	80 083	80 640	84 398	84 621	9
Bélarus	126 574	77 240	78 446	76 264	73 186	68 644	76 233	70 356	-44
Belgique	146 067	159 477	150 282	155 185	148 512	149 892	149 502	150 311	3
Bulgarie <sup>a</sup>	141 821	83 008	78 491	70 032	64 246	63 611	64 926	62 429	-56
Canada	608 704	675 374	682 467	700 498	704 542	725 045	716 202	731 209	20
Communauté européenne <sup>b</sup>	4 231 442	4 203 816	4 131 881	4 151 583	4 082 763	4 090 896	4 144 229	4 123 618	-3
Croatie	31 609	23 348	24 915	25 142	26 152	26 097	26 892	27 962	-12
Danemark	68 750	90 278	80 673	75 657	72 552	67 808	69 313	68 491	-0
Espagne	284 556	309 751	330 512	340 824	370 377	385 203	383 460	399 732	40
Estonie	43 494	23 345	23 514	21 412	19 580	19 666	19 436	19 502	-55
États-Unis	6 129 118	6 687 285	6 764 431	6 790 456	6 852 506	7 038 326	6 883 890	6 934 562	13
Fédération de Russie	3 050 000	1 960 000	1 914 000	1 890 000	1 876 000				-38
Finlande	76 770	81 723	80 669	78 136	77 461	75 040	80 575	81 963	7
France	564 233	575 839	567 956	582 089	563 850	557 620	561 209	553 410	-2
Grèce	107 149	116 531	122 066	127 259	126 375	133 768	134 642	134 992	26
Hongrie <sup>a</sup>	113 074	79 184	76 853	83 687	86 546	78 011	79 279	78 002	-31
Irlande	53 418	59 249	62 031	64 128	66 257	68 252	70 018	68 875	29
Islande	3 322	3 204	3 388	3 406	3 579	3 352	3 212	3 181	-4
Italie	509 078	517 000	523 480	535 360	540 504	544 010	554 284	553 781	9
Japon	1 187 269	1 351 952	1 357 752	1 306 736	1 328 381	1 336 723	1 302 323	1 330 793	12
Lettonie	28 921	12 601	12 171	11 556	10 753	10 219	10 866	10 756	-63
Liechtenstein	218				218				-0
Lituanie	50 134	20 718	19 850	21 524			19 282	17 215	-66
Luxembourg	13 448			8 311	6 004	9 499	6 052	10 833	-19
Monaco	73	92	87	85	93	94	97	96	32
Norvège	52 136	54 849	54 779	55 333	56 032	55 436	56 722	55 343	6
Nouvelle-Zélande	61 640	66 206	67 978	67 127	69 111	70 419	73 681	74 976	22
Pays-Bas	211 384	234 213	218 016	223 823	212 671	213 399	216 149	213 765	1
Pologne <sup>a</sup>	564 419	437 388	427 243	403 516	401 584	386 186	382 791		-32
Portugal	58 362	64 830	67 702	72 483	79 692	78 327	78 646	81 982	40
République tchèque	192 019	154 907	158 879	148 602	140 421	147 681	148 056	144 217	-25
Roumanie <sup>a</sup>	262 833	179 931	160 886	142 187	124 606	127 367	131 383	136 559	-48
Royaume-Uni	742 639	707 785	684 404	679 401	647 951	647 709	656 209	634 858	-15
Slovaquie	72 436	54 334	54 370	52 714	51 589	48 994	52 315	51 896	-28
Slovénie <sup>a</sup>	20 601	19 761	20 211	19 884	19 244	19 240	20 263	20 383	-1
Suède	72 140	77 171	72 724	73 446	70 042	67 502	68 263	69 601	-4
Suisse	53 137	52 620	51 715	53 058	53 207	52 345	53 358	52 254	-2
Ukraine	919 189	499 634	466 471	454 934			478 043	483 525	-47

<sup>a</sup> Conformément à la décision 9/CP.2, certaines Parties en transition utilisent des années de référence autres que 1990: Bulgarie (1988), Hongrie (1985-1987), Pologne (1988), Roumanie (1989), Slovénie (1986).

<sup>b</sup> Les estimations des émissions de la Communauté européenne sont notifiées indépendamment de celles de ses États membres.

**Tableau 5. Total des émissions anthropiques de CO<sub>2</sub>, hors secteur du changement d'affectation des terres et de la foresterie, en 1990 et au cours de la période 1996-2002**

Parties	Gg								Variation de 1990 à la dernière année pour laquelle des estimations ont été communiquées
	1990	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	(%)
Allemagne	1 015 572	923 792	892 423	884 501	857 281	860 273	874 264	864 117	-15
Australie	277 869	310 855	318 167	334 475	344 147	348 981	353 663	358 455	29
Autriche	60 899	66 147	65 713	65 808	64 336	65 064	69 037	69 671	14
Bélarus	102 471	60 885	61 448	58 738	56 591	52 019	52 155	51 694	-50
Belgique	118 326	129 605	123 266	128 663	123 804	125 599	125 543	126 585	7
Bulgarie <sup>a</sup>	102 519	59 743	57 910	51 603	47 888	46 690	48 914	46 755	-54
Canada	471 237	513 189	524 480	535 100	549 943	572 664	564 450	575 865	22
Communauté européenne <sup>b</sup>	3 334 677	3 347 082	3 281 236	3 333 097	3 306 447	3 328 207	3 392 202	3 382 270	1
Croatie	22 970	16 976	18 057	18 956	19 679	19 379	20 390	21 484	-6
Danemark	52 661	74 529	65 189	60 228	57 437	52 850	54 499	54 164	3
Espagne	224 751	240 649	260 074	268 776	295 260	306 830	308 278	325 448	45
Estonie	38 107	20 264	20 225	18 318	16 771	16 849	17 103	17 290	-55
États-Unis	5 002 324	5 498 549	5 577 635	5 602 500	5 676 290	5 858 982	5 731 773	5 782 363	16
Fédération de Russie	2 362 000	1 495 000	1 529 000	1 505 000	1 509 000				-36
Finlande	62 459	68 123	66 832	64 594	64 065	62 283	67 692	69 500	11
France	396 126	408 676	402 667	423 859	411 166	406 823	411 543	406 044	3
Grèce	82 818	89 041	93 637	98 289	97 594	103 429	105 506	105 504	27
Hongrie <sup>a</sup>	84 063	60 475	58 893	57 601	60 117	59 009	59 022	57 211	-32
Irlande	31 797	35 954	38 312	40 250	42 133	44 160	46 460	45 808	44
Islande	2 085	2 302	2 405	2 287	2 455	2 306	2 186	2 238	7
Italie	431 156	439 644	444 180	455 797	460 075	462 076	469 515	468 961	9
Japon	1 122 277	1 234 759	1 242 028	1 195 175	1 228 371	1 238 958	1 213 754	1 247 613	11
Lettonie	22 181	9 137	8 704	8 125	7 482	6 980	7 409	7 333	-67
Liechtenstein	195				196				0,5
Lituanie	38 920	15 365	14 146	15 576			11 787	11 833	-70
Luxembourg	12 750			7 696	5 432	8 923	5 482	10 218	-20
Monaco	71	88	83	81	89	90	92	92	30
Norvège	34 690	40 607	40 569	40 838	41 317	40 857	42 065	40 945	18
Nouvelle-Zélande	25 254	28 020	29 980	28 685	30 421	30 912	33 041	33 770	34
Pays-Bas	160 578	181 572	166 228	172 421	167 261	170 718	170 063	176 654	10
Pologne <sup>a</sup>	476 625	372 530	361 626	337 448	329 697	314 812	317 844		-33
Portugal	44 130	50 564	53 531	57 900	64 433	63 843	64 365	67 464	53
République tchèque	163 990	132 780	137 357	128 268	121 093	127 902	127 996	123 048	-25
Roumanie <sup>a</sup>	182 447	138 655	123 864	109 007	91 800	94 577	98 759	105 641	-42
Royaume-Uni	584 029	567 441	543 110	545 882	537 601	542 648	556 000	537 380	-8
Slovaquie	59 619	44 712	45 007	43 998	43 036	40 623	43 021	43 303	-27
Slovénie <sup>a</sup>	15 998	15 588	16 033	15 754	15 108	15 198	16 289	16 349	2
Suède	55 847	60 811	56 409	57 304	54 531	52 391	53 236	54 753	-2
Suisse	44 305	44 019	43 211	44 508	44 617	43 678	44 752	43 741	-1
Ukraine	703 792	346 768	322 907	314 445			277 272	282 714	-60

<sup>a</sup> Conformément à la décision 9/CP.2, certaines Parties en transition utilisent des années de référence autres que 1990: Bulgarie (1988), Hongrie (1985-1987), Pologne (1988), Roumanie (1989), Slovénie (1986).

<sup>b</sup> Les estimations des émissions de la Communauté européenne sont notifiées indépendamment de celles de ses États membres.

Tableau 6. Total des émissions anthropiques de CH<sub>4</sub>, 1990 et 1996–2002

Parties	Gg								Variation de 1990 à la dernière année pour laquelle des estimations ont été communiquées
	1990	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	(%)
Allemagne	6 743	5 073	4 907	4 647	4 479	4 208	4 039	3 965	-41
Australie	5 807	5 645	5 752	5 833	5 805	5 929	5 931	5 918	2
Autriche	446	410	397	391	382	371	365	355	-20
Bélarus	666	508	507	510	503	488	612	609	-9
Belgique	519	510	507	501	486	468	447	435	-16
Bulgarie <sup>a</sup>	1 164	716	610	560	481	484	446	446	-62
Canada	3 500	4 272	4 230	4 499	4 352	4 348	4 409	4 475	28
Communauté européenne <sup>b</sup>	21 476	19 281	18 762	18 340	17 850	17 338	16 965	16 638	-23
Croatie	182	150	154	148	151	153	160	163	-10
Danemark	259	288	281	280	274	273	276	268	4
Espagne	1 440	1 686	1 735	1 794	1 813	1 870	1 920	1 959	36
Estonie	208	128	136	127	117	114	94	90	-57
États-Unis	30 603	30 333	29 944	29 530	29 193	29 259	28 815	28 482	-7
Fédération de Russie	26 190	18 476	14 381	14 714	13 810				-47
Finlande	302	288	284	274	269	258	256	244	-19
France	3 306	3 305	3 145	3 124	3 078	3 067	3 013	2 941	-11
Grèce	428	479	485	515	516	544	534	545	27
Hongrie <sup>a</sup>	624	815	790	680	683	471	485	466	-25
Irlande	567	608	617	618	614	609	598	609	8
Islande	22	23	24	25	25	26	26	25	14
Italie	1 771	1 737	1 741	1 715	1 691	1 691	1 684	1 635	-8
Japon	1 181	1 090	1 050	1 024	1 005	986	961	930	-21
Lettonie	174	112	110	111	108	104	109	108	-38
Liechtenstein	0.8				0.7				-13
Lituanie	340	247	264	178			151	169	-50
Luxembourg	24			23	23	23		22	-6
Monaco	0.03	0.04	0.04	0.04	0.04	0.04	0.04	0.04	30
Norvège	307	332	335	331	329	334	333	327	7
Nouvelle-Zélande	1 218	1 251	1 246	1 256	1 263	1 285	1 310	1 313	8
Pays-Bas	1 302	1 182	1 106	1 068	1 020	968	949	891	-32
Pologne <sup>a</sup>	3 141	2 252	2 279	2 335	2 250	2 183	1 849		-41
Portugal	402	401	401	419	429	409	392	398	-1
République tchèque	798	600	575	544	509	510	499	494	-38
Roumanie <sup>a</sup>	2 464	1 534	1 363	1 274	1 226	1 225	1 195	1 158	-53
Royaume-Uni	3 662	2 988	2 837	2 686	2 504	2 323	2 192	2 098	-43
Slovaquie	310	253	240	222	220	214	213	220	-29
Slovénie <sup>a</sup>	121	112	113	113	112	112	108	109	-10
Suède	317	314	310	302	292	281	279	271	-15
Suisse	238	221	214	212	211	208	208	203	-15
Ukraine	9 402	7 059	6 606	6 457			8 786	8 815	-6

<sup>a</sup> Conformément à la décision 9/CP.2, certaines Parties en transition utilisent des années de référence autres que 1990: Bulgarie (1988), Hongrie (1985-1987), Pologne (1988), Roumanie (1989), Slovénie (1986).

<sup>b</sup> Les estimations des émissions de la Communauté européenne sont notifiées indépendamment de celles de ses États membres.

**Tableau 7. Total des émissions anthropiques de N<sub>2</sub>O, 1990 et 1996–2002**

Parties	Gg								Variation de 1990 à la dernière année pour laquelle des estimations ont été communiquées
	1990	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	(%)
Allemagne	262	242	234	192	180	180	181	180	-31
Australie	77	86	91	95	101	108	111	114	48
Autriche	19	20	21	20	20	20	19	19	-4
Bélarus	33	18	20	22	19	21	36	19	-42
Belgique	43	47	45	46	43	42	42	42	-2
Bulgarie <sup>a</sup>	48	26	25	21	20	22	21	20	-58
Canada	173	203	195	202	179	173	166	171	-1
Communauté européenne <sup>b</sup>	1 266	1 235	1 237	1 163	1 091	1 083	1 080	1 057	-17
Croatie	13	10	11	9,9	11	11	10,0	9,7	-23
Danemark	34	30	30	29	28	28	27	26	-25
Espagne	85	89	87	89	94	98	94	93	9
Estonie	3,3	1,2	1,4	1,4	1,2	1,3	1,2	1,0	-69
États-Unis	1 268	1 409	1 407	1 394	1 382	1 374	1 346	1 341	6
Fédération de Russie	316	132	139	113	113				-64
Finlande	25	24	25	24	24	22	22	22	-13
France	288	293	294	272	253	246	243	234	-19
Grèce	46	43	45	45	44	47	45	45	-1
Hongrie <sup>a</sup>	50	5,1	4,4	35	36	28	31	34	-33
Irlande	31	33	34	34	35	35	34	31	2
Islande	1,1	1,1	1,1	1,1	1,2	1,1	1,1	1,0	-13
Italie	123	127	131	130	133	134	137	136	10
Japon	130	135	136	132	113	122	113	114	-12
Lettonie	10	3,6	3,7	3,6	3,3	3,4	3,8	3,7	-63
Liechtenstein	0,02				0,024				19
Lituanie	13			7,2			12	5,8	-56
Luxembourg	0,6			0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	-51
Monaco	0,005	0,009	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	109
Norvège	18	17	17	18	18	18	18	19	5
Nouvelle-Zélande	33	37	37	38	38	40	41	42	28
Pays-Bas	53	57	57	57	56	53	51	49	-7
Pologne <sup>a</sup>	70	54	54	52	75	77	77		10
Portugal	19	19	19	19	20	19	19	20	5
République tchèque	36	30	28	27	26	26	27	26	-28
Roumanie <sup>a</sup>	90	28	26	19	21	21	23	20	-78
Royaume-Uni	219	190	196	187	145	145	137	132	-40
Slovaquie	19	14	14	13	12	12	13	12	-36
Slovénie <sup>a</sup>	5,8	5,0	5,0	5,0	5,2	4,9	4,9	5,0	-14
Suède	29	29	29	29	28	27	27	27	-8
Suisse	12	12	12	12	12	12	12	11	-0,1
Ukraine	58	15	16	16			52	51	-13

<sup>a</sup> Conformément à la décision 9/CP.2, certaines Parties en transition utilisent des années de référence autres que 1990: Bulgarie (1988), Hongrie (1985-1987), Pologne (1988), Roumanie (1989), Slovénie (1986).

<sup>b</sup> Les estimations des émissions de la Communauté européenne sont notifiées indépendamment de celles de ses États membres.

**Tableau 8. Total des émissions anthropiques globales d'hydrofluorocarbones (HFC), d'hydrocarbures perfluorés (PFC) et d'hexafluorure de soufre (SF<sub>6</sub>), 1990 et 1996–2002**

Parties	Gg d'équivalent CO <sub>2</sub>								Variation de 1990 à la dernière année pour laquelle des estimations ont été communiquées (%)
	1990	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	(%)
Allemagne	10 102	13 850	14 006	14 499	12 941	11 438	12 178	12 815	27
Australie <sup>a</sup>	5 065	1 817	1 964	2 712	2 680	3 190	3 901	4 252	-16
Autriche	1 485	1 886	1 884	1 791	1 626	1 735	1 735	1 735	17
Bélarus									
Belgique	3 671	4 725	2 292	1 642	1 264	1 449	1 541	1 707	-53
Bulgarie		46	37	69	44	34	17	23	
Canada <sup>b</sup>	10 257	9 526	8 819	8 326	7 588	7 579	7 681	8 461	-18
Communauté européenne <sup>i</sup>	53 318	69 047	73 236	72 768	63 138	62 823	60 934	64 310	21
Croatie	939	60	91	18	9,1	23	49	49	-95
Danemark	44	392	401	480	581	682	700	716	1 510
Espagne	3 287	6 057	7 032	6 699	8 045	8 787	5 729	4 392	34
Estonie									
Etats-Unis	90 942	114 861	121 660	135 699	134 807	139 082	129 720	138 231	52
Fédération de Russie	40 000	36 000	40 000	41 000	42 000				5
Finlande	94	150	244	299	399	576	732	528	459
France	9 280	6 980	7 953	8 412	9 576	10 178	11 184	13 125	41
Grèce <sup>c</sup>	1 193	3 988	4 359	4 257	4 288	4 429	3 936	4 087	243
Hongrie	346			952	829	456	540	598	73
Irlande	179	262	342	257	411	547	594	531	197
Islande	425	59	125	249	238	165	151	113	-73
Italie	2 492	1 531	2 199	3 227	3 712	4 937	6 807	8 280	232
Japon		52 593	51 512	49 218	43 807	39 292	33 251	28 260	
Lettonie <sup>d</sup>		0,008	0,012	0,014	0,017	0,021	0,024	0,028	
Liechtenstein									
Lituanie	35			14			14	35	0
Luxembourg <sup>e</sup>				47		47	0,03	47	
Monaco							0,7	0,2	
Norvège	5 480	2 036	2 013	2 094	2 143	2 022	2 100	1 707	-69
Nouvelle-Zélande	528	419	296	372	282	244	325	484	-8
Pays-Bas	7 066	10 002	10 816	11 427	6 710	5 792	3 345	3 116	-56
Pologne		843	1 024	1 040	1 349	1 627	2 181		
Portugal <sup>f</sup>		5,0	5,9	11	18	30	43	56	
République tchèque		322	626	523	525	890	1 283	1 322	
Roumanie <sup>g</sup>	785	398	453	489	477	503	508	525	-33
Royaume-Uni	13 851	18 535	20 907	19 021	12 748	11 475	11 623	12 396	-11
Slovaquie	272	91	114	80	93	103	108	130	-52
Slovénie <sup>h</sup>	283	291	253	204	161	171	182	207	-27
Suède	527	639	750	701	772	721	740	780	48
Suisse	279	281	398	459	507	629	677	692	149
Ukraine							1,5	1,6	

<sup>a</sup> Émissions de HFC et PFC de 1990 à 1994, émissions de HFC, PFC et SF<sub>6</sub> de 1996 à 2000.

<sup>b</sup> Émissions de PFC seulement en 1990 et 1991, émissions de HFC seulement de 1995 à 2002.

<sup>c</sup> Émissions de HFC et PFC seulement.

<sup>d</sup> Émissions de SF<sub>6</sub> seulement.

<sup>e</sup> Émissions de HFC et SF<sub>6</sub>, sauf en 2001 (émissions de HFC seulement).

<sup>f</sup> Émissions de HFC et SF<sub>6</sub>, sauf en 1995 (émissions de SF<sub>6</sub> seulement).

<sup>g</sup> Émissions de PFC seulement.

<sup>h</sup> Émissions de HFC et SF<sub>6</sub> de 1990 à 1994 et émissions de HFC, PFC et SF<sub>6</sub> de 1996 à 2000.

<sup>i</sup> Les estimations des émissions de la Communauté européenne sont notifiées indépendamment de celles de ses États membres.

**Tableau 9. Émissions et absorptions anthropiques nettes de CO<sub>2</sub> dans le secteur du changement d'affectation des terres et de la foresterie, 1990 et 1996–2002**

Parties	Gg								Variation de 1990 à la dernière année pour laquelle des estimations ont été communiquées (%)
	1990	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	
Allemagne	7 515	5 687	5 751	5 925	5 901	14 097	13 809	13 906	85
Australie	85 370	33 454	30 322	38 278	25 446	16 672	7 547	13 113	-85
Autriche	-9 215	-5 385	-7 633	-7 633	-7 633	-7 633	-7 633	-7 633	-17
Bélarus	-12 720	-18 155	-18 310	-18 520	-19 298	-18 981	-16 882	-11 453	-10
Belgique	-1 893	-1 850	-1 843	-1 836	-1 829	-1 822	-1 814	-1 814	-4
Bulgarie <sup>a</sup>	-4 657	-7 190	-5 852	-6 233	-6 608	-8 976	-9 467	-8 318	79
Canada	-154 179	-85 022	-106 256	31 792	-48 986	-73 610	-78 575	-20 645	-87
Communauté européenne <sup>b</sup>	-101 059	-124 722	-127 836	-121 283	-132 408	-117 367	-141 546	-158 741	57
Croatie	-6 505	-8 069	-8 069	-8 069	-8 069	-8 069	-8 069	-9 000	38
Danemark	-2 832	-3 064	-3 153	-3 313	-3 311	-653	-3 539	-3 813	35
Espagne	-9 456	-18 785	-21 606	-23 871	-26 758	-31 746	-31 477	-35 301	273
Estonie	-6 320	-9 607	-9 107	-8 522	-8 107	-8 365	-9 417	-8 564	36
Etats-Unis	-957 866	-1 055 222	-820 955	-705 786	-675 753	-690 150	-689 747	-690 723	-28
Fédération de Russie	154 947	-173 929	-131 557	-2 927	-211 742				-237
Finlande	-23 798	-21 032	-12 637	-9 713	-10 821	-11 953	-16 851	-18 010	-24
France	-31 645	-41 241	-44 810	-43 847	-46 067	-37 913	-49 858	-54 865	73
Grèce	1 474	-72	-404	2 830	19	4 170	-1 295	-1 892	-228
Hongrie <sup>a</sup>	-1 348	-3 931	-4 205	-4 411	-4 500	-4 377	-4 542	-2 359	75
Irlande	-66	-4,1	-31	-161	-122	-47	-629	-978	1 389
Islande	-5,9	-66	-81	-94	-112	-131	-145	-163	2 638
Italie	-23 532	-20 222	-17 764	-17 426	-17 712	-16 945	-18 301	-20 385	-13
Japon	-83 903								15 <sup>c</sup>
Lettonie	-18 701	-14 939	-11 724	-10 102	-9 095	-8 585	-9 560	-8 329	-55
Liechtenstein									
Lituanie	-5 482			-7 558			-7 335	-6 721	23
Luxembourg	-295			-295	-295	-295	-295	-295	0
Monaco								0,0	
Norvège	-9 538	-17 431	-16 322	-17 431	-17 612	-18 609	-18 831	-19 920	109
Nouvelle-Zélande	-21 764	-15 484	-17 168	-20 201	-21 990	-23 643	-23 974	-24 171	11
Pays-Bas	-1 422	-1 398	-1 180	-1 380	-1 236	-1 413	-1 413	-1 413	-1
Pologne <sup>a</sup>	-34 746	-42 616	-40 521	-29 821	-43 464	-43 094	-53 639		54
Portugal	5 573	-19	-107	-1 106	-435	-1 251	-881	-1 606	-129
République tchèque	-2 128	-4 486	-4 639	-3 757	-3 401	-4 016	-4 363	-4 492	111
Roumanie <sup>a</sup>	-12 440	-17 349	-17 658	-19 519	-18 412	-17 685	-18 541	-15 972	28
Royaume-Uni	9 050	5 228	5 032	5 286	5 019	3 639	3 474	1 903	-79
Slovaquie	-2 427	-2 428	-1 411	-1 936	-1 651	-2 443	-5 265	-5 278	117
Slovénie <sup>a</sup>	-2 950	-5 561	-5 561	-5 561	-5 561	-5 561	-5 561	-5 561	88
Suède	-20 292	-22 269	-27 288	-24 331	-27 305	-27 306	-24 811	-26 541	31
Suisse	-1 293	-2 527	-2 694	-2 622	-2 276	130	430	285	-122
Ukraine	-52 107	-66 151	-68 806	-68 708					32

*Note:* Les valeurs négatives exprimées en Gg correspondent à des absorptions nettes de CO<sub>2</sub> dans le secteur du changement d'affectation des terres et de la foresterie. Dans la colonne indiquant la variation, les valeurs négatives correspondent à une diminution des absorptions ou à une augmentation des émissions par rapport à 1990 et les valeurs positives à une augmentation des absorptions ou à une diminution des émissions.

<sup>a</sup> Conformément à la décision 9/CP.2, certaines Parties en transition utilisent des années de référence autres que 1990: Bulgarie (1988), Hongrie (1985-1987), Pologne (1988), Roumanie (1989), Slovénie (1986).

<sup>b</sup> Les estimations des émissions de la Communauté européenne sont notifiées indépendamment de celles de ses États membres.

<sup>c</sup> La dernière estimation communiquée concerne l'année 1995 (- 96 705 Gg).

-----